

« Le 23 mars : un raz-de-marée ! »

La Fédération CGT P2ST appelle les salarié-es à se mettre en grève le 23 mars et construire la grève reconductible jusqu'au 31 mars et le retrait de la réforme des retraites.

Recours au 49.3 : un aveu de faiblesse

La mobilisation, l'interpellation des député-es dans leurs circonscriptions, ont fait reculer le gouvernement qui n'a pas eu le courage de présenter sa réforme aux votes de l'assemblée nationale. Le 49.3 a été dégainé, comme en 2019, pour faire passer en force le projet de réforme des retraites. Cela n'a pas empêché le même Emmanuel Macron de retirer cette loi en 2020.

En 2006, le contrat première embauche a lui aussi été retiré par le gouvernement de l'époque suite à sa promulgation. Nous devons continuer notre mobilisation pour que se produise à nouveau ce que souhaitent majoritairement les salarié-es : le retrait pur et simple de cette réforme.

- ⇒ **94% des salarié-es souhaitent le retrait définitif de cette réforme,**
- ⇒ **65% des citoyens sont favorables à la poursuite du mouvement (sondage Harris Interactive pour RTL du 17 mars). Le rejet de la réforme reste majoritaire.**

Jeudi 23 mars : un raz de marée dans la rue

Demain nous devons de nouveau être en nombre dans la rue et en grève, pour répondre à ce passage en force que tente Emmanuel Macron. Un passage en force contre sa population. Le retrait est à portée de mains, si nous restons solidaires et mobilisé-es. Bien sûr, le résultat sur la fiche de paie est amer, mais travailler 2 années de plus dans les conditions de travail et de salaires que nous subissons aujourd'hui, n'est pas acceptable.

Le 14 mars en réunion de CPPNI, les organisations patronales nous ont informés qu'elles ne comp-

taient pas négocier au mois d'avril de nouvelles augmentations de salaires, sous-prétexte de l'effort consenti en Décembre 2022. Chaque année c'est la croix et la bannière pour parvenir à maintenir au-dessus du SMIC les salaires minima de notre branche. A ce rythme, jusque 64 ans ou 67 ans, nos pensions de retraites, en plus d'être inaccessibles, resteront pour beaucoup d'entre nous au seuil de pauvreté.

Nous ne sommes pas une variable d'ajustement

Cette mobilisation, en plus du retrait de la loi sur les retraites, doit être un message de ras-le-bol envoyé au gouvernement, mais aussi aux organisations patronales. Leur montrer notre exaspération mais aussi notre résolution. Notre refus d'être traité-es comme la variable d'ajustement qui permet de faire des économies sur notre dos, tout en augmentant le profit des actionnaires. Nous devons continuer et amplifier la pression sur nos employeurs sur les lieux de travail, engager les débats avec les salarié-es et convaincre les derniers hésitants.

C'est à ce prix que nous gagnerons définitivement la bataille contre cette contre-réforme.



Newsletter :

<https://www.soc-etudes.cgt.fr/lettre-dinformation/inscription-a-la-liste-de-diffusion/>

Site Internet : <http://www.soc-etudes.cgt.fr/>

